



Les villes chinoises subissent un verrouillage total ou partiel afin de lutter contre le covid. Plus de 30 villes et 60 millions de personnes connaissent différentes variantes de confinement. © EPA

Evergrande, un de ses acteurs majeurs en Chine, est au bord de la faillite depuis plusieurs mois et ses concurrents ne sont guère en meilleure santé.

« Pendant plusieurs décennies, les autorités chinoises ont ouvert les vannes de l'investissement dans l'immobilier : une sorte d'eldorado où tout investisseur plaçait son argent, même les petits épargnants qui achetaient sur plan et prépayaient », decode Marc Julienne. « Les investisseurs s'en détournent désormais : les promoteurs n'ont donc plus les moyens de terminer des immeubles déjà vendus. C'est un problème à la fois économique et social, qui provoque une contestation forte. »

Qui va dédommager ces particuliers ? Les gouvernements locaux ? Ces projets immobiliers étaient leur principale source de financement : ce sont eux qui vendaient les terrains aux promoteurs. Celle-ci s'est tarie et alors que ce niveau de pouvoir est censé investir dans les infrastructures, lutter contre la pauvreté... et le covid, il est atrocement endetté. En 2020 déjà, Goldman Sachs estimait que sa dette globale était de 8,2 trillions de dollars, soit 8,2 milliards de milliards de dollars...

Des partenaires occidentaux excédés

Mais l'isolement de la Chine est aussi dû à l'exaspération de ses partenaires occidentaux : souvenez-vous de la « diplomatie du masque » menée par Pékin au début de la pandémie, considérée comme arrogante par de nombreuses capitales. Pékin était ensuite passé à celle du « loup guerrier », très peu diplomatique pour le coup. Et puis, en juin 2020, alors que s'accumulaient les rapports alarmistes d'ONG et de chercheurs sur les abus commis au Xinjiang, Pékin imposait sa loi de Sécurité nationale à Hong Kong, criminalisant toute tentative d'opposition.

C'est peu dire que les relations entre l'Occident et la Chine ne sont plus au beau fixe. Avec des conséquences directes pour l'économie chinoise : dès 2018, en pleine guerre commerciale avec la Chine, les Etats-Unis avaient interdit à des firmes américaines de vendre leurs semi-conducteurs, des composants de haute technologie, à certaines entreprises chinoises. Des sanctions que Washington continue à renforcer.

« La Chine a certes développé sa propre production, mais elle n'est toujours pas en mesure de produire des semi-conducteurs de très haute performance, ceux qui se mesurent en nanomètres, indispensables pour produire smartphones et satellites », estime Marc Julienne. Les meilleurs sont imaginés aux USA et produits à Taïwan. Pas en Chine, même si le pouvoir chinois a énormément investi dans ce secteur...

Xi Jinping veut en effet faire de la Chine la principale puissance technologique. Mais comme il ne tolère aucun contre-pouvoir, il n'a pas hésité à mettre au pas de grands patrons de la tech chinoise comme Jack Ma, le big boss d'Alibaba, arrêté puis forcé de se retirer.

« Quand Mao dirigeait la Chine, l'idéologie primait sur tout : il n'y a pas eu de développement économique mais, au contraire, des ravages désastreux », decode le chercheur de l'Ifrri. « A sa mort, Deng Xiaoping a modifié cet arbitrage et fait primer le pragmatisme économique sur l'idéologie. Cela a permis le décollage économique de la Chine et son ouverture au monde. Mais avec Xi Jinping, l'idéologie a été remise au premier plan. Et tant pis si cela nuit à l'économie... »

Human Rights Watch « Les droits des citoyens sont en nette régression »



« On pressait que le gouvernement de Xi Jinping allait inverser la tendance en matière d'avancées légales », affirme Sophie Richardson. © PHOTO NEWS.

port à ce propos il y a 20 ans. Je salue le travail de cette ONG et je déplore la poursuite de ces pratiques par les autorités chinoises. La répression est multifacette. On voit de jeunes activistes, qui se contentent d'exposer des problèmes environnementaux, être arbitrairement détenus, leurs comptes sur les réseaux sociaux désactivés, empêchés de poursuivre leurs études. Le nombre de cas ne cesse d'augmenter. De très nombreux militants ont été victimes de disparition forcée, comme l'avocat Gao Zhishen, la féministe Huang Xueqin, ou sont morts en détention après avoir été arbitrairement détenus, comme l'avocate Cao Shunli, qui n'avait pas pu obtenir les soins médicaux dont elle avait besoin. Ces personnes n'ont pas été poursuivies légalement, juste persécutées.

Comment évaluez-vous le système de « crédit social », qui a été progressivement introduit en Chine ?

Les autorités font un grand usage de différentes technologies de surveillance et de contrôle pour encourager les bons comportements et punir les autres. Leur justification, c'est de combattre le crime. Le problème, c'est que des comportements sont considérés comme criminels même s'ils ne violent aucune loi. Et l'usage de ces technologies ne fait que renforcer l'arbitraire : les personnes n'ont guère de moyens de protection ni de recours face à l'usage de l'intelligence artificielle et du big data. La reconnaissance faciale facilite, selon le gouvernement, les services aux personnes. Mais qu'en est-il du respect de la vie privée, guère protégée par les lois chinoises ? La masse de données personnelles que le gouvernement pompe aux individus est phénoménale. Il veut par exemple construire une base de données ADN à l'échelle nationale. C'est déjà le cas au Tibet. Les citoyens ne sont pas au courant, comment pourraient-ils s'y opposer ?

Où en est la puissance chinoise ?

On entend dire qu'il est impossible de contester le gouvernement chinois parce qu'il dirige la deuxième économie au monde. C'est un peu moins clair actuellement. La croissance de l'économie chinoise a été réduite, la natalité est en chute rapide : autant de changements qui affectent la vie des citoyens et la perception générale de la puissance chinoise. N'oubliez pas non plus que le Haut-Commissariat de l'ONU pour les droits de l'homme vient de publier ce rapport accablant affirmant que la politique menée par Pékin au Xinjiang peut être comparée à des crimes contre l'humanité. De quoi affecter l'atmosphère du vingtième Congrès... Car une idée commence à faire son chemin : ce gouvernement devrait rendre des comptes, comme tout autre Etat qui commet des atrocités. Il n'est pas aussi inatteignable que ses alliés et lui le pensent. Les dirigeants politiques soupçonnés de crimes contre l'humanité doivent faire l'objet d'une enquête et rendre des comptes. Tous.

ENTRETIEN V.K.

Au-delà de la politique de répression menée par Pékin contre les Ouïghours, les Tibétains ou les démocrates à Hong Kong, comment vivent les citoyens de Chine continentale, ceux qui appartiennent à l'ethnie majoritaire, les Han ? Nous avons posé la question à Sophie Richardson, responsable Chine chez Human Rights Watch.

Il y a quinze ans, les Chinois disposaient de nombreux droits : voyager et étudier à l'étranger, s'enrichir, intervenir dans des débats de société. Où en sont-ils ?

On note une nette régression ces dernières années, résultat direct de décisions prises au sommet du Parti. En matière de droits des femmes d'abord, il y a toujours cette volonté de décider du nombre d'enfants qu'elles auront, de limiter leur accès à la justice en cas de violences domestiques ou de discrimination au travail. Mais, plus largement, le droit à l'expression libre, au respect de la vie privée ne sont pas considérés et un grand nombre de personnes subissent des détentions arbitraires assorties de mauvais traitements. Il n'est pas aisé de déterminer dans quelle proportion ces problèmes sont liés à la politique zéro covid. Mais on pressait que le gouvernement de Xi Jinping allait inverser la tendance en matière d'avancées légales, éliminant le peu d'espace ouvert à la critique et à l'activisme qui avait précédemment pu se développer.

On a vu récemment des citoyens en colère contre les abus du confinement, ou protester face à des banques qui ont gelé leurs économies et des promoteurs qui ne livrent pas les appartements...

J'ai en effet été surprise par l'ampleur visible de ces protestations. C'était frappant de voir ces personnes exprimer leur peur et leur manque de confiance envers les autorités. Les abus bancaires et im-

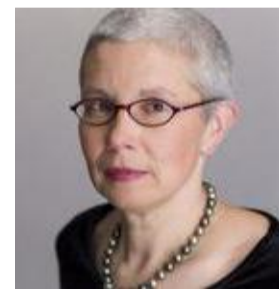
mobiliers sont en effet susceptibles de galvaniser un grand nombre de personnes qui voient disparaître leurs économies. Les autorités continuent à suivre la même ligne de conduite : elles permettent aux protestataires de s'exprimer dans un premier temps, pour faire baisser la pression, puis tentent de les calmer. Ensuite, elles sifflent la fin de la récréation et les menacent de détention.

Le pouvoir traite-t-il différemment les personnes qui protestent ainsi et les activistes politiques ?

Un grand nombre de ceux que nous considérons comme des activistes ont commencé à protester en raison de problèmes dans leur vie quotidienne : des soins de santé défaillants, des abus de la part des autorités locales. Ils ont subi une injustice personnelle qui les pousse à demander des comptes à un niveau plus élevé s'il le faut. Les opposants les plus célèbres étaient à la base des avocats, des artistes : ces citoyens qui s'opposent au zéro covid ou aux promoteurs seront-ils les prochains grandes figures qui réclameront le droit de s'exprimer et défendront les droits humains ? Je sais cependant qu'ils sont scrutés de très près, voire traqués par les autorités.

Quelle forme prend cette répression ? Un rapport récent de Safeguard Defenders explique que le pouvoir enferme toujours des opposants dans les hôpitaux psychiatriques...

Human Rights Watch avait écrit un rap-



Le problème, c'est que des comportements sont considérés comme criminels même s'ils ne violent aucune loi

Sophie Richardson
Responsable Chine chez HRW



ou des universitaires chinois de façon informelle. C'était très intéressant. Aujourd'hui, c'est fini. Et quand on arrive à leur parler, on a l'impression qu'ils vous récitent tous la même fiche : le Parti contrôle désormais leur parole. Quant à nous, expatriés, nous sommes suivis à la trace : il y a des caméras partout et dès qu'on veut entrer quelque part, il faut scanner un QR code lié au covid. Et subir toutes les 48 ou 72 heures un test... »

Toutes ces procédures dans le cadre du zéro covid sont d'ailleurs à la charge des municipalités : à elles de payer tests, personnel qui les effectue, infrastructures d'isolement. « Dans certaines villes, les ressources fiscales ne sont plus suffisantes pour financer la mise en œuvre de la politique zéro covid », a expliqué au *Financial Times* Yanzhong Huang, du Council on Foreign Relations. « Elles arrivent de moins à faire face aux multiples crises auxquelles elles sont confrontées, du covid aux feux de forêt en passant par la vague de chaleur extrême de cet été et un marché immobilier apathique. »

Un secteur immobilier au bord de la faillite

Vous avez peut-être vu sur Twitter ces spectaculaires vidéos d'immeubles neufs détruits en Chine. L'origine et le contexte de ces images sont très incertains. Ce qui est plus sûr, c'est que trois milliards de mètres carrés de logements ont été démolis ou mis en pause ces dernières années, selon les analystes de Fathom Consulting. De quoi loger 75 millions de personnes...

Le secteur de l'immobilier, qui a été un des moteurs de la croissance - il comptait pour 25 % du PIB -, fait en effet désormais peser des risques très importants sur l'économie. Le Groupe

Avec Xi Jinping, l'idéologie a été remise au premier plan. Et tant pis si cela nuit à l'économie

Marc Julienne
Institut français des relations internationales

